

**GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS**

## L'AGRICULTURE AU CŒUR DU PACTE POUR L'EMPLOI



© OLIVIER PASQUIER/LE BAR FLORÉAL

PS ET APP / 61 membres  
**GUILLAUME BALAS**

**Les compétences institutionnelles du conseil régional ne prédestinaient pas notre majorité à agir en ce domaine.** Mais l'Île-de-France est une terre d'agriculture. 47% de la surface de son territoire y est consacrée. 5300 exploitations y travaillent. Les grandes cultures comme la production de céréales ou d'oléagineux y occupent aujourd'hui 94% des terres

agricoles. C'est en Île-de-France que se joue une part importante de la production agricole nationale. Souvent destiné à l'exportation, le fruit du travail des agriculteurs franciliens subit d'une année sur l'autre la volatilité des cours mondiaux.

Ces dernières décennies ont vu s'accroître la concentration du nombre d'exploitations : pour produire davantage tout en contenant les coûts, la taille moyenne des exploitations agricoles n'a cessé de croître, passant de 68 hectares en moyenne en 1988, à 106 hectares en 2007.

Dans le même temps, les espaces agricoles périurbains à vocation maraîchère ont reculé sous la pression du prix du foncier, d'une part, et de l'urbanisation, d'autre part.

C'est pourquoi, traversée par les courants de la mondialisation, grignotée par la croissance métropolitaine de Paris, mais également touchée par la baisse des aides européennes, l'agriculture francilienne a besoin de l'intervention régulatrice de la puissance publique. En tant que collectivité locale de gauche, nous avons posé les enjeux régionaux et défini nos

« Produire en Île-de-France en créant des emplois durables pour une meilleure redistribution des richesses. »

priorités d'action. Elles se construisent autour de trois axes. Premier d'entre eux : le soutien aux cultures spécialisées ou maraîchères, qui ont beaucoup régressé depuis 30 ans alors même qu'elles correspondent à une demande locale croissante. Deuxième axe : organiser les circuits locaux de distribution pour que la production locale puisse profiter aux Franciliens tout en favorisant la création d'emplois durables. Troisième axe : le lancement d'un « plan bio » en collaboration avec les services de l'État pour répondre aux besoins en recherche, en investissements et en matériel spécialisé, tout en aidant à la conversion des terres vers le bio.

Mais les moyens d'action d'une Région, fût-elle la première de France, ne suffisent pas si l'on veut voir plus grand. Et l'on peut voir plus grand, plus loin. C'est pourquoi il faut en 2012 inscrire l'agriculture dans notre « Pacte

pour l'emploi ». Parce que les emplois y sont naturellement ancrés dans nos territoires et parce que l'agriculture recèle un fort potentiel d'innovation dont les bénéficiaires pourront profiter à d'autres filières industrielles, comme l'agro-alimentaire ou l'énergie. Nous avons, par exemple, détecté en Île-de-France le potentiel de la filière méthanisation, qui transforme les déchets organiques en biogaz, et nous soutenons son essor.

Il faudrait, pour créer une dynamique plus forte, organiser le secteur agricole en intégrant la fonction de redistribution sociale. En développant des réseaux « circuits courts » qui rendront accessibles au plus grand nombre les produits de l'agriculture bio ou raisonnée, nous pourrions faire d'un secteur créateur d'emploi, un levier de redistribution de richesses. ●

☎ Contact : presse@psidf.com, www.psidf.com

**EUROPE ÉCOLOGIE - LES VERTS**

## PASSE NAVIGO À TARIF UNIQUE : PROMESSE TENUE !



EELV / 50 membres

TRIBUNE COLLECTIVE

**Chose promise, chose due.**

Fortement défendu par les écologistes, l'engagement de campagne de supprimer les six zones de transports en Île-de-France va devenir réalité. Prévues pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013, et dès juillet 2012 pour les week-ends et jours fériés, la mise en place du passe Navigo à tarif unique va changer la vie des millions d'usagers des transports en commun de la région.

Fini les tickets supplémentaires pour prolonger un trajet hors de sa zone. Dès la mi-2012, grâce aux compléments de parcours, il sera enfin possible de ne payer que pour la distance supplémentaire parcourue. Terminés également les casse-tête obligeant les usagers à jongler entre les abonnements et les différents titres de transports.

Mieux. Avec le passe unique, c'est l'ensemble de l'Île-de-France qui s'ouvrira à tous ses habitants. Une mesure d'égalité qui permettra de mettre fin à l'injustice subie par les usagers les plus éloignés de la capitale, qui payent plus cher des transports plus rares et moins réguliers. Sans toucher aux tarifs sociaux qui permettent d'accompagner les plus démunis, l'idée du passe unique est de rapprocher les habitants d'une même région en leur donnant les clefs de leur territoire. Une seule zone, oui, mais à quel prix ? Au plus bas ! En effet, la zone unique va s'aligner sur les tarifs de l'actuelle zone 1-2. Elle ne sera donc pas financée par un recours supplémentaire au portefeuille des voyageurs, mais par une harmonisation des contributions payées par les entreprises de la région.

Il ne suffit pas de réformer les tarifs des transports. La priorité des élus écologistes d'Île-de-France demeure bien l'augmentation de l'offre de transports et l'amélioration du quotidien des voyageurs. Nouvelles rames de RER, prolongement des métros et tramways, nouvelles lignes de bus sur voie dédiée, pistes cyclables, autopartage, navettes fluviales... autant de solutions à mettre en œuvre sans attendre pour mieux se déplacer en Île-de-France. ●

☎ Tél. : 01 53 85 69 45. Contact : eelv@iledefrance.fr

« Avec le passe unique, c'est l'ensemble de l'Île-de-France qui s'ouvrira à tous ses habitants. »

**FRONT DE GAUCHE - PARTI COMMUNISTE, GAUCHE UNITAIRE ET ALTERNATIVE CITOYENNE**

## ZONE UNIQUE : UNE RÉVOLUTION TARIFAIRE POUR LES TRANSPORTS



© MATHIEU MONOD/LE BAR FLORÉAL

FdG / 14 membres

**GABRIEL MASSOU**

**La zone unique au tarif des zones 1-2 est une véritable révolution tarifaire.**

C'était notre proposition depuis des années : il aura fallu le temps, mais nous y sommes. Car les zones ont un sens : en réduisant les trajets à un périmètre donné, elles renvoient à l'idée que se déplacer, c'est de son domicile à son travail. Cette vision étriquée de la mobilité, nous n'en voulons plus. L'être humain ne doit pas être réduit à partager son temps entre travail et domicile. Il a besoin d'éducation, de culture, de temps libre. Après les 35 milliards d'euros qui seront investis en 15 ans pour les transports, cette décision va dans ce sens. Nous demandons, dès 2012, le dézonage les week-ends et jours fériés, sans hausse de tarif. Pour financer ces mesures, la contribution des entreprises, le versement transport, doit être harmonisée par le haut. La gauche doit engager dès maintenant cette bataille ! ●

☎ www.frontdegauche-pcfguac-idf.org

« Une zone unique au tarif des zones 1-2. »

## MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN PRIORITÉ À LA JEUNESSE



MRC / 5 membres

**PIERRE  
DUBREUIL**

Face à la crise que nous traversons et aux politiques d'austérité aveugles qui l'aggravent, notre priorité est de proposer un nouvel horizon, et de créer les conditions d'une croissance durable. Investir dans l'avenir, c'est d'abord miser sur la jeunesse. Avec son budget 2012, la Région se tourne vers les jeunes pour leur donner les moyens de réussir. Lycées, universités, recherche, culture (1,2 milliard d'euros) tout est mis en œuvre pour permettre à notre jeunesse de construire le monde de demain dès aujourd'hui. ●

© mrc.idf@gmail.com

« Investir dans l'avenir, c'est d'abord miser sur la jeunesse. »

## PARTI RADICAL DE GAUCHE ET MOUVEMENT UNITAIRE PROGRESSISTE LYCÉE : LE PUBLIC D'ABORD



PRG-MUP / 5 membres

**MARIE-JOSÉ  
CAYZAC**

Le budget régional engage un effort sans précédent sur les politiques éducatives. Au-delà des compétences que lui confère la loi sur les bâtiments, le fonctionnement des lycées et les personnels TOS, une politique transversale ambitieuse de lutte contre le décrochage scolaire et les inégalités sociales a été consolidée.

Mais, pour être cohérente, la Région devra interroger les aides facultatives importantes qu'elle verse aux écoles privées sous contrat. L'argent public doit être orienté vers l'école de la République, ouverte à tous et gratuite. ●

© Tél. : 01 53 85 69 46. www.prg-mup-idf.fr

« Plus de 10 M€ d'aides non obligatoires versées aux lycées privés. »

## FRONT DE GAUCHE ET ALTERNATIFS ZÉRO AUX AGENCES



FdG ET A / 5 membres

**TRIBUNE  
COLLECTIVE**

Lors de la séance budgétaire, nous avons demandé à la Région de ne plus rétribuer les agences de notation. En effet, celles-ci ne mettent pas en évidence un « problème », mais créent elles-mêmes le problème. Nous avons finalement obtenu le vote d'un amendement qui reconnaît la nécessité de s'interroger sur « l'opportunité de la notation ». Pour la première fois dans la vie d'une collectivité de cette taille, c'est la logique des agences de notation qui est remise en cause. C'est un premier pas qui en appelle d'autres. ●

© www.frontdegauche-alters.fr

« En finir avec la domination de la finance sur l'Humain. »

### MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

## PASSE NAVIGO UNIQUE : ADIEU LA MODERNISATION DES TRANSPORTS



MP / 54 membres

**TRIBUNE  
COLLECTIVE**

La majorité de gauche vient de décider la mise en place, en 2013, d'un passe Navigo à tarif unique dans toute l'Île-de-France, aligné sur le prix des zones 1-2. Le même tarif pour tous les Franciliens, bonne nouvelle ? Il ne faut pas se laisser tromper par les apparences. En réalité, la mesure va coûter très cher aux Franciliens.

Le passe unique a un coût, calculé par des experts indépendants : au moins 550 millions d'euros par an. C'est le coût de la rénovation de toute une ligne de RER. Sur 10 ans, c'est 5,5 milliards d'euros, de quoi remplacer tous les trains roulant sur les lignes RER par des rames flambant neuves. Avec seulement le quart de cette somme, il est possible d'avoir deux fois plus de bus en grande couronne et de desservir des villes aujourd'hui enclavées.

Choisir le passe unique, c'est ainsi condamner les Franciliens à continuer à rouler dans des transports bondés et trop vétustes pour partir et arriver à l'heure.

Choisir le passe unique, c'est aussi décider que le Grand Paris ne se fera pas. Finira la rocade en petite couronne parisienne, terminé la double rocade à l'est et le désenclavement de Clichy-Montfermeil, remis à plus tard l'accès rapide de Paris aux aéroports.

Choisir le passe unique, c'est encore porter un très mauvais coup à l'emploi. Pour finan-

cer sa mesure, la majorité de gauche veut une nouvelle fois taxer les entreprises oubliant que, derrière les employeurs, il y a des emplois. Résultat, avec une taxe sur les transports qui va augmenter jusqu'à près de 90%, quatre emplois sur cinq vont coûter beaucoup plus cher aux employeurs sans apporter un euro supplémentaire de pouvoir d'achat aux salariés. En pleine crise, alourdir le coût du travail, c'est très clairement faire un choix antisocial. Le passe unique, c'est un cadeau empoisonné. Incapable d'améliorer une offre de services indigne, la Région fait semblant de faire une concession sur le prix aux naufragés des transports.

« Choisir le passe unique, c'est sacrifier la modernisation indispensable des transports. »

La réalité, c'est que la Région a échoué partout : sur le prix, avec une augmentation de 11,5% des tarifs depuis juin 2010 (+ 4% en 2012), et sur l'offre de services.

Peut-on d'ailleurs faire confiance à une Région à qui l'État donne 119 millions d'euros pour rénover les RER et qui n'en dépense que

86, préférant détourner une partie des 33 millions restants pour acheter un troisième hôtel particulier dans les quartiers les plus chers de Paris où les appartements se négocient à plus de 12 000 euros le m<sup>2</sup> ?

Pour les élus du groupe MP, la priorité des priorités, c'est la rénovation des lignes et des trains qui partent et qui arrivent à l'heure. C'est pourquoi nous avons sonné la mobilisation générale en faveur des transports en proposant de mettre les 33 millions d'euros détournés par la Région sur la rénovation des lignes existantes et le développement de l'offre de transports. ●

© Tél. : 01 53 85 68 05. www.ump-iledefrance.fr

## ALLIANCE RÉPUBLICAINE, ÉCOLOGISTE ET SOCIALE LES FINANCES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EN DANGER !



ARES / 13 membres

**TRIBUNE  
COLLECTIVE**

publics de la plus grosse collectivité d'Île-de-France... ●  
© www.nc-idf.com

L'évolution des finances publiques de la Région au cours des dernières années est marquée par un doublement de l'endettement qui, de moins de 2 milliards d'euros en 2004, est passé à plus de 4 milliards en 2011. Le conseil régional n'a pas pris les mesures nécessaires qui s'imposaient lors du budget 2012. L'emprunt atteint aujourd'hui la somme de 856 millions d'euros et la perte du triple A semble inévitable. Alors même qu'en 2012 la Région bénéficie de recettes supplémentaires supérieures à 100 millions d'euros, ces sommes n'ont pas été affectées à des secteurs aujourd'hui prioritaires, en temps de crise, comme le logement, les centres d'accueil, les missions locales pour l'emploi et la santé. Les élus du groupe ARES affichent leur inquiétude quant à la gestion des finances

« Face à la crise, la Région n'a pas pris les mesures budgétaires qui s'imposaient. »